



Les débats houleux à Tsimbazaza accaparent l'attention de la majeure partie des quotidiens, ce jour. Les prévisions de croissance consacrées dans la Loi de finances rectificative 2015 et dans la Loi de finances initiale 2016 sont au centre des débats. Opérateurs économiques comme médias affichent leur pessimisme quant à l'évolution de la conjoncture économique du pays. Dans la même lignée, la requête des députés relative à la gestion des fonds destinés aux comités locaux de développement se fait de plus en plus pressante.

Processus électoral

COURSE AUX SENATORIALES

A un mois et demi de la tenue des élections sénatoriales, les états-majors politiques se mobilisent. **Madagascar-Laza** note cependant que les candidats ne se bousculent pas au portillon. Après une investigation entreprise auprès de l'Organe de vérification et d'enregistrement des candidatures de la province d'Antananarivo, le quotidien est étonné qu'en deux jours, seule une dizaine de personne se soit manifestée. Le quotidien a relayé, par ailleurs, la déclaration du président du parti HVM, selon laquelle les listes des candidats du parti HVM sont fin prêtes. (p.2) En attendant la publication des listes officielles, les quotidiens, à l'instar de **Midi Madagasikara** se lancent dans les pronostics. Le journal est certain que le ministre d'Etat Rivo Rakotovo sera la tête de liste du parti HVM dans la province d'Antananarivo, et l'ancien Premier ministre Kolo Roger celui de la province de Toliara. (p.3) **Tia Tanindrazana**, pour sa part, a relayé la rumeur comme quoi « il faut payer jusqu'à 80 millions d'Ariary pour être tête de liste ». (p.3)

LES MEMBRES DE LA CENI DECLARENT LEUR PATRIMOINE

Conformément à la loi régissant la Commission électorale nationale indépendante (CENI), les membres de cette entité ont déposé leur déclaration de patrimoine à la Haute Cour Constitutionnelle (HCC), hier. Pour rappel, cette mesure a été prise afin de promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, de garantir l'intégrité des services de l'Etat et de raffermir la confiance du public envers les institutions. (L'Express de Madagascar p.5, Madagascar-Laza p.3, Les Nouvelles p.4)

- **La Vérité** se demande à quoi sert cette déclaration de patrimoine qu'elle considère comme une simple formalité. Le quotidien fait remarquer, en effet, que personne ne peut la vérifier, ni la contrôler, ni la communiquer, sauf à la demande de la Justice. (p.3)

Politique

EVOLUTION DE LA SESSION BUDGETAIRE

Plusieurs travaux de commission ont débuté de façon parallèle hier. La commission de l'Aménagement du territoire et de la gestion foncière a étudié le projet de loi fixant les règles générales relatives à l'urbanisme et à l'habitat. La commission du Commerce et de la Consommation d'une part, et celle des Finances et du Budget d'autre part, ont étudié le projet de loi autorisant la ratification par Madagascar de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce. La commission Juridique et celle de l'Environnement ont eu, au menu, le projet de loi portant création de la Chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène. La commission de l'Intérieur et de la Décentralisation s'est penchée sur la proposition de loi portant sur l'octroi de fonds de développement local au profit des collectivités territoriales décentralisées de base. (Madagascar Matin p.4)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- **Les Nouvelles** a focalisé son attention sur le débat autour du budget alloué à la décentralisation. Se basant sur les avis des députés Brunelle Razafitsiandraofa et Constance Razafamily, le quotidien souligne que les parlementaires ne sont pas encore satisfaits de la hausse du budget alloué par l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées. Le média rapporte que les députés exigent à pouvoir gérer ces fonds, pourtant destinés aux Comités locaux de développement (CLD). « Il est difficile de penser que le budget soit géré par les Chefs de région pour la raison qu'ils ne sont pas assez près de la population », soutient Brunelle Razafintsiaadraofa. « Certes nous ne sommes pas des gestionnaires de crédits, mais les parlementaires sont des responsables de programme d'emploi par rapport aux CLD », renforce Constance Razafamily. (p.3)
- 50 jours avant la fin de l'année, **La Gazette de la Grande île** a décidé de porter une plus grande attention aux projets de Lois de finance, actuellement en cours d'examen au sein de l'Assemblée nationale. Le quotidien avance que « la misère demeurera omniprésente dans le quotidien de la population l'année prochaine ». Déplorant l'absence de réforme dans l'élaboration de ces projets de texte, le média met à nu le véritable problème du gouvernement qui est « incapable de trouver de nouvelles sources de revenus ». (p.3) A ce propos, l'enseignant-chercheur Jean Jacques Rakotoarison estime que « les députés et le président de la République doivent batailler pour que la Loi de finances prévoie un budget susceptible de refléter les besoins non seulement du pays, mais surtout ceux des communes » (p.8)
- **L'Observateur** a réservé un article se rapportant au déballage de la députée de Bealanana sur l'existence d'une corruption très active au sein du ministère de l'Education nationale, à l'occasion de la récente séance de questions-réponses entre les parlementaires et les membres du gouvernement. La députée a ouvertement accusé un présumé bras droit du ministre Paul Rabary, de prioriser les postulants qui ont versé des pots-de-vin aux enseignants désireux d'être recrutés en qualité de fonctionnaires. Dans la même lignée, elle a dénoncé le Directeur de l'éducation préscolaire et de l'alphabétisation, Mananjaona Arthur, dont la mission est de mâter les éventuelles protestations susceptibles de « freiner » le népotisme au sein du ministère. (p.3)

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE : DESCENTE A ANKAZOABO-SUD CE WEEK-END

En parallèle aux différents travaux de commission, une réunion sur la mise en place de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Mara Niarisy s'est tenue hier à Tsimbazaza. De sources parlementaires, les membres de cette structure seront présentés aux députés lors de la session plénière du 12 novembre. En effet, cette commission d'enquête sera sur le terrain dès le week-end prochain pour faire la lumière sur la perquisition de la demeure du député élu à Ankazoabo, ainsi que sur la saisie de ses 286 bœufs par les éléments des forces de l'ordre. Et ce, bien que la Primature n'ait pas encore donné suite à la demande de financement formulée par le Bureau permanent de la Chambre basse, en vue de sa mise en place. (Midi Madagasikara p.3)

- Nicolas Randrianasolo, député de Betroka, souhaite que les commissions parlementaires de l'Intérieur et de la Sécurité intérieure soient représentées au sein de cette commission d'enquête. Le parlementaire a également appelé ses pairs à étendre le champ d'action de l'organe au-delà de l'affaire Mara Niarisy, afin de déterminer si réellement des exactions sont commises par les forces de l'ordre et si les responsables de l'administration sont corrompus. (La Gazette de la Grande île p.5)

ABATTOIR D'ANDOHATAPENAKA : LES DEUX PARTIES CAMPENT SUR LEUR POSITION

Le ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement a encore martelé, hier, que la propriété « Fahatsiarovana XX » à Andohatapenaka n'a

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



fait l'objet d'aucune expropriation et qu'elle appartient à la Seimad. A titre de rappel, la dernière réplique de la société Tiko Agri dénonce une date intentionnellement faussée, en précisant que le contrat de cession a été établi à la date du 24 juin 2008 et non à celle du 24 juillet 2008. Autrement dit, le contrat était régi par la Loi 2008-014. (**Midi Madagasikara p.2**)

- **Midi Madagasikara** craint que ce litige foncier sur l'abattoir d'Andohatapenaka ne compromette la cohabitation pacifique entre Hery Rajaonarimampianina et Marc Ravalomanana, qui est pourtant garant de la stabilité et du développement économique. Le quotidien est convaincu que la non-adhésion des élus du parti TIM de Marc Ravalomanana au Mémoire de stabilité trouve en partie son origine dans ce litige foncier. (p.2)
- « Rivo Rakotovoao gifle Marc Ravalomanana », telle est l'interprétation faite par **Madagascar Matin** concernant la « réponse plate » du ministre d'Etat. Non sans alarmisme, le quotidien est persuadé que cette affaire va déclencher l'étincelle d'une guerre ouverte entre le TIM et le HVM. (p.3)

Economie et société

ECHOS DE L'EVOLUTION DE L'OPERATION « FAHALEMANA »

A l'issue d'une réunion qui s'est tenue à Betroka, avant-hier, l'Organe Mixte de Conception a donné un ultimatum de soixante-douze heures aux irréductibles voleurs de bovidés retranchés à Voromihatra, pour restituer une Kalachnikov et quatre grenades, dérobées à des éléments des forces de l'ordre ainsi qu'une trentaine de fusils de chasse subtilisés à des habitants de la région Anosy. Voromihatra est réputé comme étant la plaque tournante des actes de banditisme, où les hordes de bandits de grand-chemin qui écument le Sud, battent en retraite, se partagent leur butin et se réorganisent après chaque coup. Si l'ultimatum n'est pas respecté, près de 200 gendarmes promettent de percer dès vendredi ce fief des « dahalo », bien que plusieurs de leurs éléments aient déjà péri dans cette zone. (**L'Express de Madagascar p.9**)

VENTE DES STOCKS SAISIS DE BOIS DE ROSE : NOUVELLES MESURES

Les points sur lesquels la CITES a toujours émis des réserves quant à la vente aux enchères des stocks de bois de rose, ont été abordés lors du conseil du gouvernement de lundi. C'est le cas de la répartition de la recette issue de la vente et sur le droit ou avantages qui pourraient être accordés aux éventuels propriétaires des stocks privés. A l'issue du conseil, le gouvernement a précisé que « le produit de la vente sera versé en totalité au profit du Trésor public ». Il a également décidé de créer de nouvelles zones de stockage sécurisées à Antsiranana, Vohémar, Taolagnaro, Mahajanga, Antananarivo et Manakara. (**L'Express de Madagascar p.3, Madagascar-Laza p.2**)

- Selon l'investigation menée par **L'Express de Madagascar**, ce Conseil du gouvernement fait suite à la requête de la CITES. En réponse à la demande d'autorisation exceptionnelle déposée par le gouvernement en vue de la mise en vente des stocks saisis dans le but de renflouer les caisses du Trésor public, le secrétariat de la CITES aurait demandé davantage de détails au Comité interministériel chargé de l'assainissement de la filière bois de rose et bois d'ébène, et de l'inventaire des stocks saisis. (p.3)
- Bien que le conseil du gouvernement ait affirmé que le produit de la vente sera versé en totalité aux caisses de l'Etat, **Madagascar Matin** quotidien doute qu'il profitera à la population. Cet accord va faciliter tant les exportations légales qu'illicites, soutient le journaliste. « Prochainement, ne soyons pas étonnés de voir ou d'entendre que plusieurs milliers de rondins de bois de rose sortent des quais du port de Toamasina sous les yeux de tout le monde », prévient-il. (p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



UN CODE DE CONDUITE POUR LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA FILIERE VANILLE

Selon les statistiques de l'Organisation internationale du Travail, 20 000 enfants travaillent dans la filière vanille dans la région Sava. Une vingtaine d'opérateurs dans cette filière ont signé un code de conduite de lutte contre le travail des enfants, en collaboration avec l'organisme, hier, à Sambava. Les opérateurs s'engagent à prendre des mesures pour protéger les enfants dans les différentes structures et entreprises travaillant dans le secteur, à informer les importateurs de vanille sur l'existence du code de conduite ainsi qu'à contribuer aux actions de sensibilisation s'y rapportant. La signalisation de tous les cas de travail des enfants dans la filière fait également partie de cet engagement. (L'Express de Madagascar p.8, Midi Madagasikara p.3, Les Nouvelles p.5)

- « Nous n'allons pas attendre six mois à un an, pour récolter les premiers résultats de cette signature. Des sanctions vont tomber après les actions de sensibilisation », a mis en garde le Premier ministre Jean Ravelonarivo. (L'Express de Madagascar p.8)
- Robert Yamate, ambassadeur des Etats-Unis à Madagascar, se réjouit de ces différents engagements. Les USA étant l'un des plus importants importateurs de vanille en provenance de la Grande île, il a mentionné que les consommateurs apprécieront cette mesure reflétant le respect des droits de l'Homme. (L'Express de Madagascar p.8)
- Christian Ntsay, directeur du Bureau de l'OIT à Antananarivo, reste prudent après la signature de ce code de conduite. « Il ne faut pas s'attendre à ce que cette signature change la situation du jour au lendemain. C'est le début de tout un processus. Nous nous donnons rendez-vous d'ici deux ans pour une réévaluation », a-t-il déclaré. (L'Express de Madagascar p.8)

FIDA : PRIORITE A LA TRANSFORMATION DU MONDE RURAL

L'atelier régional de mise en œuvre des projets du FIDA ou Fonds International de Développement Agricole a ouvert ses portes, hier. 22 représentants des pays de l'Afrique Orientale et Australe se pencheront sur le thème de « La transformation rurale à travers la croissance inclusive et l'engagement du secteur privé ». Le vice-président du FIDA, Michel Mordasini, a mis en avant les enjeux de cette transformation rurale, dans l'atteinte des Objectifs du développement durable, à l'occasion de son discours d'ouverture. Il a rappelé que trois-quarts des populations les plus pauvres au monde vivent en milieu rural. (Midi Madagasikara p.4, La Vérité p.4)

- « Il est prouvé que le Système de riziculture intensive peut, entres autres, tripler le rendement. C'est pourquoi, le projet du Haut bassin de Mandrare a obtenu le prix de la meilleure pratique de développement durable parmi les 500 projets en compétition, dans le cadre de l'Exposition Universelle de Milan 2015 », a rappelé le président de la République, qui ne cesse d'encourager les recherches afin de transformer le monde rural. (Midi Madagasikara p.4)
- « Madagascar est un pays modèle en matière de bonne performance de ces projets dans cette région. Ce résultat nous permettra de réaliser notre ambition de devenir le grenier agricole de l'Océan Indien, voire de l'Afrique orientale et australe », a soulevé le ministre de l'Agriculture, Roland Ravatomanga. (Midi Madagasikara p.4)

LE SEMPAMA-NOSY MENACE D'OBSERVER UNE GREVE GENERALE

Les enseignants FRAM de presque toute l'île n'ont pas perçu d'indemnité depuis 6 mois. Face à la situation, le syndicat Sempama-Nosy a organisé une assemblée générale à l'Institut national de formation professionnelle de Mahamasina, hier. Le syndicat donne une semaine à l'Etat pour débloquer les subventions, au terme de quoi il compte observer une grève générale. « Nous ne reculerons devant rien. Il n'y aura pas de service minimum dans tout le pays, car tout le monde sera en grève. Même les enseignants fonctionnaires seront dans les rangs », a averti Arsène

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Ratolonjanahary, président national du Sempama-Nosy. (**Midi Madagasikara p.18, Madagascar-Laza p.7**)

- **Midi Madagasikara** a tenté de rassurer les lecteurs en relayant une information provenant d'une source auprès du ministère de l'Education nationale, selon laquelle le retard sera d'ordre organisationnel et que le paiement des indemnités des maîtres FRAM au niveau des écoles primaires publiques se fera au plus tard la semaine prochaine. (**p.18**)

Affaires étrangères

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE : LE GOUVERNEMENT LIMITE SES AMBITIONS

Comme l'a précisé le ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, Rivo Rakotovao, « l'Etat ne va pas s'endetter fortement pour accueillir le Sommet de la Francophonie en 2016 ». La réhabilitation de la route reliant Tsarasaotra Soavimasoandro à Ivato sera le seul projet qui devra être bouclé à cette échéance. Pour l'aéroport international d'Ivato, seul l'aménagement du tarmac pour accueillir les avions des Chefs d'Etat attendus à cette occasion est prévu. Selon Rivo Rakotovao, la durée des travaux d'extension de cette infrastructure est de trois ans en vertu du contrat conclu avec l'aéroport de Paris. (**L'Express de Madagascar p.5**)

GOUVERNANCE LOCALE : LA BANQUE MONDIALE MANIFESTE SON SOUTIEN

Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Solonandrasana Olivier Mahafaly, a reçu hier, une équipe de la Banque mondiale dirigée par le spécialiste en gouvernance de la région Afrique, Guenter Heidenhof. Plusieurs points ont été abordés durant cette rencontre, dont la vérification des recettes des communes ainsi que les activités entamées pour leur développement. Selon les explications du ministre, le financement dépendra énormément des résultats obtenus dans chaque commune. La Banque mondiale a soutenu l'initiative du département concernant la mise en place d'un indice de gouvernance locale dans chaque commune, qui prendra en compte trois aspects à savoir, la participation, la redevabilité sociale et l'Etat de droit. (**Les Nouvelles p.2**)

Format de couverture

Chaque quotidien a voulu se démarquer à travers des interviews exclusives accordées à différentes personnalités du pays. Ces interviews occupent une page entière pour la plupart.

- Dans une interview exclusive accordée à **Madagascar-Laza (p.8)**, Eric Rajaonary, président du groupement des opérateurs économiques malgaches ou FIVMPAMA remet en cause les prévisions de croissance consacrées dans les projets de loi de finances. Pour justifier sa position, l'opérateur explique que les indicateurs économiques du pays sont actuellement en train de virer au rouge. « Le taux de pression fiscale est à 10%, alors que le secteur informel compte près de 2 millions d'entreprises », argumente-t-il. Il milite, d'ailleurs, pour la réduction de cette pression fiscale, mais aussi pour l'exonération d'impôt sur les revenus au bénéfice de toute nouvelle entreprise créée dans une période de deux ans.
- Suite aux nombreuses critiques sur la composition de la CENI, le nouveau président de la CENI, Hery Rakotomanana, a accordé une interview exclusive à **Les Nouvelles**, dans laquelle il aborde les questions d'indépendance et de transparence de cette institution. D'emblée, Hery Rakotomanana met en avant les atouts de l'organe, qui est aujourd'hui dirigé par des personnalités « expérimentés ». En ce qui concerne l'indépendance et la transparence de la structure, ces questions poseront toujours problème car la CENI ne peut s'autofinancer. (**p.4**)
- Mahery Lanto Manandafy, fervent opposant au pouvoir, livre ses impressions sur la conjoncture actuelle lors d'un entretien avec **Madagascar Matin**. Ce fils du fondateur du parti MFM critique également les décisions du régime, qui « ose emprunter dix fois plus que

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



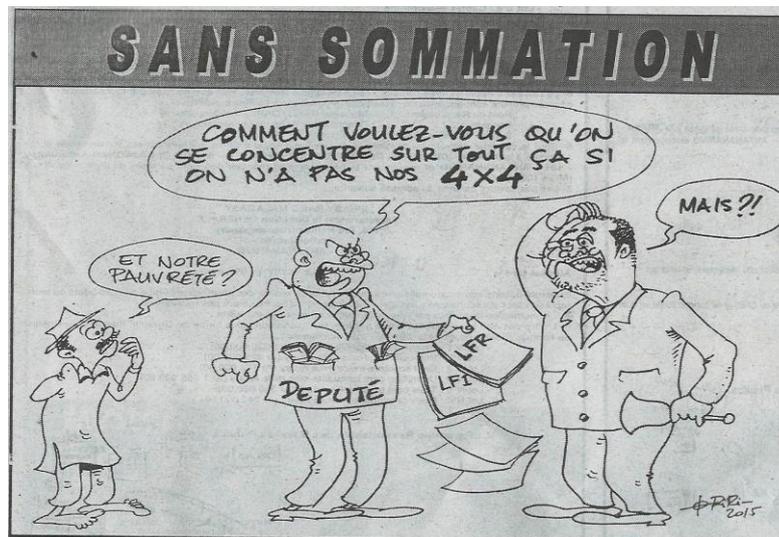
le PIB de son pays ». Selon son analyse, le régime ne tiendra pas 6 mois s'il reste les bras croisés. (p. 5)

Afin de lever toute ambiguïté, TIKO AGRI a publié un communiqué de presse dans lequel il rappelle que le contrat de cession concernant l'abattoir d'Andohatapenaka, signé par le ministère de l'Agriculture de l'époque a été établi à la date du 24 juin 2008, contrairement à ce qui a été indiqué dans le communiqué du ministère en charge des Projets présidentiels publié dans **Midi Madagasikara** et **L'Express de Madagascar** à la date du 28 octobre 2015, qui mentionnait la date du 24 juillet 2008. (Midi Madagasikara p.13, Tia Tanindrazana p.6)

Style et déontologie

Madagascar Matin a ouvertement critiqué les expatriés travaillant dans la Grande île, en les accusant de rabaisser les Malgaches. « Même les Comoriens, qui ont fui leur pays pour rejoindre la Grande île dans le but d'accéder à une vie meilleure dans les années 70 et 80, sont en train de traiter les Malgaches comme des moins que rien », dénonce le quotidien. Il dépasse les limites déontologiques lorsqu'il avance gratuitement que la Grande île est devenue un « dépotoir des chômeurs étrangers. Les expatriés sont largement mieux payés que les Malgaches, alors qu'ils se complaisent seulement à donner des ordres, à faire des crocs de jambes aux employés locaux et à avoir pourtant tous les mérites des travaux effectués ». (p.11)

Un peu d'humour



La Gazette de la Grande île, p. 5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

